

CE N'EST QU'UN DÉBUT



PLUSIEURS semaines de grève sont déjà derrière nous et nous n'avons pas cessé de multiplier les actions symboliques, les manifestations, les blocages, au point où plusieurs se déroulent désormais chaque jour ! La lutte a déjà rallié bien davantage que les seules étudiantes et étudiants : professeurs, groupes communautaires, parents et familles, syndicats, et organisations provenant de plusieurs pays à travers le monde ont donné leur appui. Plus encore, le mouvement pour le droit à l'éducation a largement dépassé la seule question de la hausse des frais de scolarité : il a permis de manifester clairement que nous en avons marre de voir notre avenir collectif être défini par les exigences de l'économie. Nous avons montré que nous sommes prêts et prêtes à nous battre contre ceux et celles qui entendent nous priver de nos droits.

Et pourtant, le gouvernement libéral s'obstine à nous opposer un silence à peine entrecoupé par des déclarations de soutien aux violences du SPVM ou de quelques phrases creuses sur la « juste part » que les étu-

dants et étudiantes devraient payer... Nous ne sommes toutefois pas dupes d'une telle stratégie. Si le gouvernement refuse de négocier, c'est qu'il espère que son mutisme nous désespère, que notre mouvement s'épuise et se décourage. Mais il ne pourra plus tenir bien longtemps. Quand, dans *La Presse* du 10 mars, le responsable de la sécurité publique de Montréal lui intime publiquement de régler le conflit au plus vite parce que les actions des grévistes dérangent l'ordre public dans des proportions qui commencent à être problématiques, c'est que nous sommes parvenus à provoquer une perturbation constante qu'il ne peut plus ignorer. Il y a donc fort à parier que Charest s'apprête à faire une offre. Si elle attend si longtemps avant de la faire, toutefois, il faut s'attendre à ce que cette première offre soit loin de satisfaire à nos revendications.

Face à cette première offre, et malgré l'ampleur du mouvement que nous avons créé, plusieurs verront peut-être là une occasion à ne pas manquer et nous inviteront à mettre de l'eau dans notre vin, à être plus « raison-

nables ». Quelques associations l'accepteront peut-être d'emblée et les journaux titreront alors « La grève est finie » pour nous enjoindre à les suivre. Certaines personnes iront peut-être même jusqu'à jouer de leur autorité pour recommander aux associations d'accepter l'offre. En d'autres termes, lorsque les négociations seront commencées, il ne faudra peut-être pas grand chose pour donner l'impression que le mouvement a atteint sa limite et pour forcer ainsi des associations qui combattaient avec ardeur à accepter une offre pourtant bien en deçà de ce que nous exigeons. Envisager ces possibilités ne relève d'ailleurs pas de la pure spéculation : l'histoire nous enseigne que c'est précisément ce qui s'est produit en 2005 (voir encadré « Grève de 2005 »).

Or, à ces personnes, à ces journaux, à ce gouvernement qui s'attend à pouvoir nous appâter avec l'attente et le silence obstiné qu'il nous impose, il faudra toutefois être en mesure de répondre que nos revendications sont claires, que nous n'avons pas fait toutes ces semaines de grève pour rentrer en classe

★ La grève de 2005 ★

Le premier avril 2005, après 5 semaines de grève générale illimitée initiée et principalement organisée par des associations membres de la CASSÉE (la CLASSE de l'époque), la FECQ et la FEUQ acceptèrent de négocier avec le gouvernement en excluant la CASSÉE des discussions. Les fédérations négocièrent ainsi une entente à rabais avec le gouvernement qu'elles recommandèrent à leurs associations. . . par le biais des médias. Quelques-unes décidèrent de rentrer en classe sur ces bases, et ce premier assentiment fut suffisant pour entraîner à sa suite le reste du mouvement, déjà un peu essoufflé. Pourtant, 110 000 grévistes (sur 185 000 au total) rejetaient l'entente dans les assemblées générales même où ils et elles mettaient fin à la grève à contrecœur. Épargnons-nous l'impuissance et la rage de nos prédécesseur-e-s qui ont eu le sentiment de rentrer en classe les mains vides. Dès à présent, campons solidement nos positions : nos revendications sont claires, nos forces sont suffisantes !

à n'importe quelles conditions. Que le droit à l'éducation, nous n'entendons pas le réduire à un débat de chiffres où « 1625\$ c'est trop, mais 700\$ ce serait correct ». Que nous ne laissons pas non plus nos revendications être monnayées contre des mesures plus régressives dans d'autres domaines. En d'autres termes, il faudra être en mesure de répondre que nous ne reculerons pas sur nos revendications et que nous ne nous satisferons pas de solutions qui seraient contraires aux perspectives de justice sociale et de redistribution de la richesse dont notre lutte est porteuse.

En somme, il nous faut réaliser dès à présent, alors même que nous sommes plusieurs dizaines de milliers à marcher dans les rues de Montréal pour le droit à l'éducation, que nous ne sommes pas au bout de nos ressources. Au contraire, la lutte a affûté notre détermination, a élargi sans cesse nos rangs et a démontré à quiconque avait encore des doutes que nous ne pouvons

pas compter sur la bonne foi du gouvernement pour que la volonté populaire soit écoutée. Nous sommes prêts et prêtes à continuer le combat jusqu'à ce que nous soyons entendu-e-s.

Or, depuis le début de la grève, la manifestation du 22 mars a été désignée comme l'apothéose du mouvement, comme le sommet vers lequel devait tendre la lutte et qui devait nous rendre prêts et prêtes à amorcer les négociations. En ce sens, jusqu'à maintenant, nous sommes parvenus à organiser une résistance à laquelle le gouvernement avait déjà prévu de faire face. Et il s'attend à ce que le 22 mars signe le début de la fin, ce qui lui permettrait de négocier à la baisse. Mais dès maintenant, montrons lui qu'il a tort. Que nous sommes loin d'être épuisé-e-s. Que nous sommes loin d'être à bout de souffle. Surtout, que nous n'avons pas l'intention de réduire la pression, mais plutôt de l'intensifier parce que nous savons que nous avons les moyens de le faire plier.

Dès maintenant, répétons

le sur toutes les tribunes, afin que dans toutes les Assemblées Générales du Québec résonne le même constat : le 22 mars, le mouvement étudiant prend son deuxième souffle. Celui que Charest n'avait pas prévu ; celui où nos revendications sont si claires et notre ras-le-bol si manifeste, qu'il n'y a pas d'entente à rabais possible. Nous en avons assez de ces « compromis sociaux » qu'on nous impose budget après budget et qui ne profitent qu'à une minorité. C'est contre ce recul social constant et croissant que nous nous insurgons et nous ne nous laisserons pas abuser par les stratégies qu'emploie le gouvernement pour nous réduire au silence. Dès à présent, attelons-nous à organiser la suite ; que le 22 mars soit un nouveau départ afin que notre lutte soit le premier pas victorieux d'une transformation plus globale de la société. Montrons que le recul social ne passe plus et que désormais, de gré ou de force, ça va être à Charest de reculer !

26 MARS ● Manif-action
11h au parc Henri-Julien

27 MARS ● Action de perturbation
7h30 métro Papineau

28 MARS ● Manif-action
9h au cégep Maisonneuve

29 MARS ● Grande Mascarade
12h au Square-Phillips